



LIVRES

- 176 Albert-Buisson, un destin au xx^e siècle
(1881-1961) – Essai sur une prodigieuse
réussite sociale française
[Charles-Albert Lucas et Pierre Pascallon]
Michel Cochet
- 177 Gabriel Bonnot de Mably. Doutes
proposés aux économistes
[Éliane Martin-Haag]
Stéphanie Roza
- 179 Retour à Marx. Pour une société
post-capitaliste
[Yvon Quiniou]
Laurent Etre
- 180 L'école commune
[Groupe de recherche sur la
démocratisation scolaire (GRDS)]
Sarah Bach
- 182 L'économie des besoins. Une nouvelle
approche du service public
[Jacques Fournier]
Claude Gindin
- 183 Renaissances arabes – 7 questions clés
sur des révolutions en marche
[Michaël Béchir Ayari,
Vincent Geisser]
Jacques Couland
- 184 Rousseau et le marxisme
[Luc Vincenti]
Annie Ibrahim

Charles-Albert Lucas et Pierre Pascallon, *Albert Buisson, un destin au xx^e siècle (1881-1961) – Essai sur une prodigieuse réussite sociale française*, édition l'Harmattan, 2013, 470 p., 29 €.

Michel
Cochet

Albert Buisson n'est certes pas une des personnalités les plus connues du xx^e siècle. Charles-Albert Lucas et Pierre Pascallon¹ ont pourtant décidé de consacrer un ouvrage à sa vie, pensant trouver dans cette existence qui conduisit le fils d'un sabotier auvergnat, né en 1881, jusqu'à l'Académie française où il fut élu en 1955, l'exemple même d'une « prodigieuse réussite sociale française ».

L'ouvrage est divisé en 3 parties. La première est consacrée à la réussite professionnelle d'Albert Buisson, suivant les étapes qui le conduisirent de l'état de pharmacien jusqu'à la direction de Rhône Poulenc et de grands établissements bancaires, ainsi qu'à la présidence du tribunal de commerce de la Seine ; la seconde à sa carrière politique (maire d'Issoire, sénateur du Puy-de-Dôme) ; et la dernière à la réussite « littéraire » de cet homme qui fut élu à l'Académie des sciences morales et politiques avant d'occuper un siège à l'Académie française. On suit ainsi, étape par étape, une carrière

menée en quelque sorte sur trois fronts différents, mais reliés entre eux. Ce qui est surtout mis en évidence, c'est la façon dont cet homme aux origines modestes a pu s'élever socialement, de manière toujours préméditée, déterminée et efficace. « Nous avons pu voir en action les éléments d'une stratégie d'ascension sociale », écrivent les auteurs dans leur conclusion (p. 422). Il faut en particulier insister sur la capacité d'Albert Buisson à tisser et à s'appuyer sur un réseau de relations qui ne lui était pas donné à la naissance, à ceci près sans doute qu'il s'agit souvent de personnalités auvergnates comme lui (Clémentel, par exemple, ministre des Finances qui l'appelle à son cabinet en 1924 ; ou, plus problématique, Laval dont il fut ami, du moins jusqu'à la guerre, et qui contribua à son implantation politique en Auvergne).

Cet ouvrage est une « apologie », au sens d'éloge, mais aussi de justification, d'un homme dont l'ambition semble avoir été l'élément moteur de toute l'existence. Des pages sont ainsi consacrées à répondre aux critiques, voire aux accusations dont il a été l'objet, qu'il s'agisse de collaboration puisque cet intime de Laval continua de faire prospérer ses affaires sous l'Occupation allemande, ou d'utilisation de « nègres » pour les ouvrages historiques qu'il a publiés dans le but de se faire élire à l'Académie.

Par-delà le cas d'Albert Buisson, l'intérêt de l'ouvrage est de proposer dans chacun des domaines où il fut actif une présentation historique et sociologique du milieu concerné. Mais surtout, l'exemple de cet homme

1. Charles-Albert Lucas est un petit-fils d'Albert Buisson. Quant à Pierre Pascallon, universitaire, il a été maire d'Issoire (1984-2008), comme Albert Buisson le fut avant-guerre.

dont l'ambition et le succès sont à coup sûr tout à fait remarquables, est l'occasion d'illustrer, dans tous les sens du terme, un mode de fonctionnement social, qui serait celui de l'entre-deux-guerres, opposé à la société contemporaine.

En premier lieu, la « prodigieuse réussite sociale » d'Albert Buisson n'a été rendue possible que parce que « la société française de l'entre-deux-guerres était encore une société ouverte, dans laquelle la promotion sociale était non seulement un objectif affiché, mais une réalité » (p. 424). Les auteurs prétendent fonder ainsi une critique de Bourdieu, et en particulier de l'idée qu'il se ferait de l'école comme assurant la reproduction sociale, et des habitus comme empêchant la mobilité sociale. Nous noterons toutefois que si, effectivement, Albert Buisson a pu accéder à un état aussi éloigné de celui dont il avait hérité, ce n'est que parce qu'il en a adopté les codes mêmes et les façons d'agir (réseaux, tactiques, etc.), sans les remettre en cause fondamentalement ; il a joué le jeu selon la « règle » (pour reprendre le titre du fameux film de Renoir). Les auteurs se réfèrent d'ailleurs à Bourdieu pour écrire dans leur conclusion : « Nous pensons, en effet, qu'un "transfuge", pour utiliser une terminologie propre à Pierre Bourdieu, ne peut, à la fois, réussir une trajectoire politique comme celle d'Albert Buisson et adopter des positions intellectuelles, politiques ou philosophiques qui prennent à rebrousse-poil l'opinion dominante d'une époque. » (p. 429)

En second lieu, la réussite du modeste fils de sabotier est présentée comme l'illustration de la figure de l'entrepreneur, théorisée par Schumpeter et comme un modèle

dont il faudrait s'inspirer de nos jours. « Cette notion d'entrepreneur n'est pas indifférente dans la France contemporaine. Les emplois créés aujourd'hui dans notre pays sont, en effet, le fruit de l'activité d'un très grand nombre de petites entreprises, de création récente et dont la vie ne peut être portée qu'au crédit de l'action d'un très grand nombre d'entrepreneurs. Encourager l'action de cette multitude qui accepte de prendre des risques est sans doute un moyen efficace de résorber une grande partie d'un chômage devenu structurel. » (p. 49)

Libéralisme économique et morale républicaine : voies de sortie de la crise économique et morale actuelle ? Telle est en tout cas la leçon que cet ouvrage nous propose de tirer d'un destin remarquable, mais qui reste, nous le noterons, exceptionnel et ambigu.

Éliane Martin-Haag, *Gabriel Bonnot de Mably, Doutes proposés aux économistes*, Presses universitaires du Mirail, coll. « Philosophica », 2012, 242 p., 22 €.

*Stéphanie
Roza*

Mably, penseur aussi renommé que Rousseau en son temps, considéré, avec le Genevois, comme un des pères fondateurs de la Révolution française par ses protagonistes, est tombé aujourd'hui dans un oubli fâcheux. On ne peut donc que se féliciter de

l'initiative prise par les Presses universitaires du Mirail de rééditer un de ses grands textes, qui contient également l'unique polémique intellectuelle directe que Mably a menée dans sa vie. Il s'agit de la bataille engagée en 1767-1768 contre les physiocrates, qui passe par la lecture critique de l'ouvrage d'un de leurs principaux porte-parole, Le Mercier de la Rivière, ouvrage intitulé *Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*.

Dans les *Doutes*, Mably s'en prend avec véhémence à une doctrine qui participe, par certains de ses aspects, de la naissance de l'économie politique classique. Elle tend en effet à promouvoir la « science » d'un homme réduit à sa qualité d'agent économique rationnel et égoïste, et d'une société entièrement naturalisée, à la fois inégalitaire et dominée par le despotisme du souverain. Ce despotisme serait légitime en tant qu'il se contenterait, au fond, de porter l'évidence des vérités économiques au pouvoir, n'imposant à ses sujets que ce que la raison et la science énoncent en toute nécessité. À ces thèses, Mably oppose une batterie d'arguments à la fois anthropologiques, historiques et politiques. Il érige la dignité intrinsèque de l'homme, et ses droits naturels imprescriptibles, en principes qui interdisent de le réduire à une bête exclusivement préoccupée de sa pâture ; mais en même temps, il insiste sur le poids des passions qui rend caduque toute tentative d'imposer un ordre purement régi par la nécessité de l'évidence. La lecture mablyenne de l'histoire, de même, est une machine de guerre contre la volonté de naturaliser la propriété foncière, ici dénoncée comme la source majeure de tous les malheurs de l'espèce. La théorie d'une nécessaire souveraineté du peuple,

certes limitée, est la conclusion politique de cette charge contre les thuriféraires du gouvernement de la Chine et du despotisme impérial qui en avilit les sujets.

L'introduction substantielle d'Éliane Martin-Haag vient apporter un indispensable complément au néophyte s'aventurant dans la pensée de Mably. L'intérêt majeur de ce petit essai réside dans l'effort pour relier la problématique de l'auteur à des enjeux plus contemporains, sans négliger pourtant de la restituer dans le contexte propre à l'Europe des Lumières. À ce prisme, la théorie de Mably apparaît comme un jalon dans la constitution d'une philosophie sociale devant servir de « point de ralliement aux esprits éclairés qui défendent l'égalité entre les conditions et les nations ». On retrouve ainsi Mably aux côtés de Rousseau pour défendre l'idée, face au développement funeste des passions d'avarice et de l'esprit de commerce en leur temps, d'un « caractère national » propre à chaque peuple qui concoure à la formation d'un lien social républicain. L'auteur des *Doutes*, selon É. Martin-Haag, entend finalement promouvoir une forme de cosmopolitisme de la résistance à l'absolutisme et au règne universel de l'intérêt égoïste.

Dans ce travail introductif riche et solidement appuyé sur l'ensemble de l'œuvre de Mably, on regrettera peut-être l'insuffisante attention à la distinction entre l'idéal de *communauté* des biens, promu par Mably dans ses écrits principaux, et celui d'*égalité* entre petits propriétaires, qui fait davantage signe vers le rousseauisme. Mably lui-même ne se rangera à ce deuxième objectif que dans un mouvement de concession à la conjoncture, révélateur de son remarquable sens histo-

rique bien mis en avant par ailleurs par É. Martin-Haag. Cette réédition contribue à mettre en valeur un courant minoritaire, mais bien présent, de critique politique et sociale interne au mouvement même des Lumières.

Yvon Quiniou, Retour à Marx, Pour une société post-capitaliste, éditions Buchet Chastel, 2013, 168 p., 15 €.

*Laurent
Etre*

Depuis le déclenchement de la crise, en 2008, Marx connaît un regain d'intérêt, dont on ne peut que se réjouir. Reste que toutes les lectures ou relectures du grand penseur ne s'inscrivent pas dans la perspective d'une société post-capitaliste. Or c'est précisément sous cet horizon émancipateur que se déploie le *Retour à Marx* d'Yvon Quiniou, en s'adressant ouvertement à l'immense majorité de ceux qui ont intérêt à une sortie du capitalisme, avec la volonté de rétablir quelques vérités utiles. Contre le préjugé encore tenace d'une prétendue incompatibilité du communisme marxien avec la démocratie, par exemple, l'auteur reconvoque des fondamentaux, en premier lieu le *Manifeste du Parti communiste* et la *Critique du programme de Gotha*, qui témoignent du souci d'un « enrichissement » de ce régime. Il ne s'agit pas là d'escamoter l'épineuse question de la « dictature du prolétariat ». Yvon Quiniou entreprend au contraire d'en préciser

la portée théorique réelle chez Marx. En s'appuyant, entre autres, sur *La guerre civile en France*, il souligne que ce concept n'a de sens que dans le cadre d'une dénonciation des aspects antidémocratiques de l'État bourgeois et renvoie donc, précisément, au projet d'une « démocratie véritable ». Sur cette base, le philosophe récuse alors logiquement tout lien entre « dictature du prolétariat » et stalinisme et valide le concept de totalitarisme pour caractériser la période stalinienne de l'expérience soviétique. Surtout, il montre comment celle-ci peut s'analyser du point de vue de la dialectique marxienne des forces productives et des rapports de production. Même s'il lui a donné diverses inflexions, dont Yvon Quiniou reprend le fil patiemment, Marx n'a en effet jamais renoncé à son idée selon laquelle un passage au communisme suppose le développement préalable du capitalisme, c'est-à-dire, en particulier, de la grande industrie. Or, comme on le sait, l'URSS de 1917 était loin d'avoir une telle base matérielle. Dès lors, pour Yvon Quiniou, la révolution qui s'y est déclenchée ne saurait être qualifiée de communiste et utilisée pour tenter d'invalider le déterminisme économique et historique de Marx. Pour autant, celui-ci est encore à clarifier dans ses modalités. Et c'est tout l'intérêt du présent ouvrage que d'entreprendre cette clarification, en soulignant notamment que « la nécessité économique peut être contredite [...] par des facteurs idéologiques et politiques ». D'où aussi l'urgence de faire grandir la conscience de la « nécessité morale » du communisme, préoccupation constante d'Yvon Quiniou.